



# La faune dans une Afrique moderne

Le rapport annuel 2014

L'African Wildlife Foundation, en collaboration

avec les **Africains** travaille pour que

la **faune** et les **terres sauvages**

d'Afrique survivent à jamais.

## CONTENU

**2** Les diamants ne seront pas éternels *de Donald Kaberuka*

**3** Une réponse urgente

**6** Le commerce caché des grands singes

**9** La valeur inimitable des zones protégées

**14** Les richesses du Congo

**16** Bâtir le tourisme à partir de zéro

**21** Accroître les parcs nationaux

**22** Nouvelle école, nouvelles compétences, un nouvel avenir

**25** Sur l'avenir de l'Afrique, par l'avenir de l'Afrique

**26** L'AWF : À la pointe de la conservation

**27** Lorsque patrimoine mondial ne suffit pas

**28** Les gouvernements doivent en faire davantage *de S.E. Benjamin W. Mkapa*

**29** Les partisans de l'AWF

**30** Responsabilité fiscale

**31** Soyez architecte du changement

COUVERTURE : Grâce à votre soutien et votre partenariat, nous assurons une place à la faune dans une Afrique moderne.

## Notre approche de la conservation

Un des plus grands défis qui s'annoncent pour le continent africain est de tracer son chemin vers la modernisation en conservant sa faune et ses terres sauvages intactes.

Mais, l'African Wildlife Foundation (AWF) s'est engagée à travailler avec les personnes, les pays et d'autres institutions africaines pour tenir cette promesse. Notre approche, développée au cours de plus de 50 ans d'expérience, se compose de trois éléments clés : les Africains, la faune et les terres.

**Les Africains.** Le pouvoir de sauver la faune et les terres sauvages de l'Afrique incombe aux Africains. C'est pourquoi tant de nos projets de conservation sont axés sur les personnes — principalement en fournissant l'accès essentiel à l'éducation et en permettant de nouvelles opportunités d'entreprise.

**La faune.** La science et le pragmatisme sont les deux clés de nos programmes de protection de la faune, nous permettant ainsi de veiller à ce que les populations les plus essentielles et écologiquement importantes de la faune africaine survivent dans l'avenir. Nous soutenons la lutte contre le braconnage et les patrouilles de surveillance écologique, renforçons les mesures d'application de la loi, réduisons la demande en produits de la faune et minimisons les conflits homme-faune.

**Les terres.** La meilleure façon de garantir la survie de la faune africaine ? Conserver de vastes paysages biodiversifiés et relier les petites zones de protection isolées par des corridors protégés. L'AWF aide les autorités de la faune à mieux gérer leurs zones protégées et incite les communautés à maintenir les habitats intacts.

Ensemble, avec votre soutien, nous assurerons un avenir prometteur aux personnes, à la faune et aux terres sauvages de l'Afrique.

L'approche de la conservation de l'AWF permet d'assurer de l'espace, de la nourriture et de l'eau en abondance aux éléphants d'Afrique et à d'autres espèces sauvages, tout en accordant une large place au développement durable sur le continent.

# La faune dans une AFRIQUE MODERNE

L'Afrique n'est pas forcée de choisir entre la modernisation et la faune. Le continent a la possibilité de poursuivre sa croissance économique sans sacrifier sa faune et d'autres ressources naturelles dans le processus.

Au cours des dernières années, les gouvernements africains ont commencé à en faire davantage pour protéger leur faune et favoriser le développement intelligent. Il y a encore quelques mois, par exemple, 42 pays africains ont participé au Forum du transport durable en Afrique, une première étape dans la création d'une feuille de route pour le développement du transport durable à travers le continent.

Alors que les gouvernements deviennent plus actifs dans la construction d'un avenir durable pour l'Afrique, que devient le rôle d'une organisation de conservation privée ?

La responsabilité d'assurer le développement durable incombe aux Africains et à leurs gouvernements, mais la faune doit être représentée à la table des négociations. C'est là que l'African Wildlife Foundation (AWF) entre en jeu.

Les décisions sur l'avenir de l'Afrique sont prises par les ministres des Finances, de la Planification et du Développement économique. Il s'agit de fonctionnaires du gouvernement et de politiciens dont les responsabilités, au jour le jour, ne gravitent généralement pas autour de la faune et des terres sauvages. L'AWF possède l'expertise en matière de conservation pour expliquer comment une Afrique moderne pourrait évoluer dans le respect de la faune. Nos relations avec les dirigeants d'entreprises et les communautés rurales, qui subissent le développement le plus rapide, nous permettent de tenir des discussions réalistes sur la gestion de la faune et des autres ressources naturelles de l'Afrique. Et, grâce à votre soutien, nous fournissons l'expertise nécessaire pour travailler au point le plus stratégique : sur le terrain, en protégeant les populations fauniques essentielles et en gardant les terres sauvages intactes.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'AWF est un rouage essentiel dans l'engrenage du développement de l'Afrique. Lors d'événements comme le Forum économique mondial et par l'intermédiaire de connexions du Réseau du leadership africain, nous nous engageons, avec les dirigeants du continent, à expliquer pourquoi la faune et les terres sauvages sont essentielles pour une Afrique moderne et prospère. Et, nous apportons déjà notre contribution à l'ordre du jour de 2063 de l'Union africaine, qui cartographie le développement de l'Afrique au cours des 50 prochaines années, afin que la faune et les terres sauvages puissent s'inscrire dans le décor.

Avec votre soutien, nous pouvons aider les Africains à réaliser un avenir prospère pour eux-mêmes, qui ne verra pas le jour au détriment de leur faune ou de leurs terres sauvages, mais grâce à elles.



*Patrick Bergin*  
Patrick J. Bergin, Ph.D.  
Directeur général

## Les diamants ne seront pas éternels

De Donald Kaberuka

Le développement économique de l'Afrique est étroitement lié à ses abondantes ressources naturelles. Le continent possède la plus vaste étendue de terres arables du monde et, avec le bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt. Ses ressources halieutiques soutiennent environ 30 % de la population du continent. L'Afrique représente environ 30 % de toutes les réserves mondiales de minerais ainsi que respectivement 8 % et 7 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz.

Mais, prétendre que le continent n'a pas pleinement exploité cette opportunité serait un euphémisme. Comme cela a été nettement souligné dans le rapport Africa Progress Panel de 2013, les pays riches en ressources obtiennent de piètres résultats en matière de développement humain et de réduction de la pauvreté que les pays disposant de peu de ressources, même à des niveaux de revenu comparables.

Avec les bonnes politiques, la volonté de ses dirigeants et le soutien du système international, l'Afrique peut tirer profit des ressources naturelles pour alimenter sa transformation économique.

### La transformation

Premièrement, les pays africains doivent s'assurer **d'obtenir une part plus équitable** sur les concessions et les contrats d'exploitation des ressources naturelles. Par exemple, les activités de pêche illicites et non réglementées coûtent à l'Afrique de l'Ouest, à elle seule, 1,3 milliard de dollars par an. Pendant ce temps, les pertes de revenus de la République démocratique du Congo sur cinq contrats miniers s'élèvent au double du total des budgets de la santé et de l'éducation du pays. Le Centre d'assistance juridique africain, hébergé par la Banque africaine de développement, a joué un rôle clé dans la fourniture d'une assistance juridique aux gouvernements africains pour améliorer les résultats de négociation.

Deuxièmement, **la planification à long terme pour l'utilisation des ressources** doit être intégrée aux politiques économiques. Cela signifie identifier des compromis, par exemple, comprendre l'impact de l'exploitation minière sur l'eau et l'agriculture ou évaluer le véritable coût économique du forage pétrolier en incluant les pertes du secteur touristique dues à l'épuisement d'écosystèmes délicats. Nous devons également veiller à ce que les prochaines générations puissent

profiter des mêmes avantages que la nôtre en matière de ressources naturelles, en mettant en œuvre des politiques de contre-épuisement des ressources renouvelables et en investissant les revenus provenant des ressources finies, afin d'amasser un bénéfice à long terme.



Troisièmement, l'utilisation des ressources naturelles doit offrir **des avantages directs aux économies locales**, à travers la création d'emplois et le transfert de compétences. La transformation locale dans l'industrie halieutique et forestière peut apporter énormément de valeur ajoutée aux économies africaines, lorsqu'elle est correctement encouragée. McKinsey prévoit que l'Afrique recevra jusqu'à 3 milliards de dollars d'investissement en ressources extractives, au cours des 15 prochaines années. Si les fournisseurs locaux reçoivent le soutien approprié, une part croissante de ces investissements pourra rester sur le continent.

### Un nouveau consensus

Pour ce faire, il est important de forger un nouveau consensus dans la société africaine dans son ensemble entre le secteur privé et les décideurs tout en créant un environnement propice à l'investissement.

La Banque africaine de développement, pour sa part, regroupe le travail significatif que nous effectuons avec le secteur privé, notre portefeuille de soutien aux gouvernements pour renforcer les institutions qui gèrent les ressources naturelles et notre engagement avec la société civile pour fournir un programme de soutien intégré. Notre objectif est d'aider les pays africains à transformer leurs atouts naturels en richesse durable au profit de leurs citoyens, aujourd'hui et pour les générations futures. ■



*M. Donald Kaberuka est président de la Banque africaine de développement. Le Centre des ressources naturelles africaines à la Banque africaine de développement fournit aux États membres des conseils, une assistance technique et une production de connaissances sur la gestion des ressources naturelles. Kaberuka partage la vision de l'AWF sur le fait que le développement durable peut coexister avec la faune dans une Afrique moderne.*

# UNE RÉPONSE URGENTE



Lisez le complément sur notre Urgent Response Fund. (Not sure if Urgent Response Fund is using a French translation or no. If yes use « Programme de subventions pour la protection des espèces »)

**100 000** C'est le nombre d'éléphants d'Afrique qui auraient été tués pour leur ivoire entre 2010 et 2012 — soit un éléphant tous les quarts d'heure en moyenne pendant trois années consécutives.

L'AWF se bat contre la contrebande des produits de braconnage depuis de nombreuses années ; mais, au début de l'année 2014, nous avons intensifié nos efforts de manière significative en lançant le Fonds d'intervention d'urgence. Cette initiative d'urgence représente un effort de 10 millions de dollars américains sur trois ans, centré sur l'arrêt du massacre, l'arrêt de la contrebande et l'arrêt de la demande :

## ARRÊTER LE MASSACRE

L'AWF accordera des subventions aux partenaires qui protègent les populations d'éléphants, de rhinocéros, de grands carnivores et de grands singes les plus critiques d'Afrique (voir pages 4 et 5).

## ARRÊTER LA CONTREBANDE

L'AWF consacra des ressources à l'amélioration de l'interception de produits fauniques issus du braconnage dans les ports, en poursuivant les criminels de la faune et en renforçant la collaboration inter-agence et régionale avec succès (voir pages 6 et 7).

## ARRÊTER LA DEMANDE

En 2012, nous avons commencé une campagne de sensibilisation du public avec WildAid et d'autres partenaires en Chine, qui l'an dernier, s'est étendue au Vietnam. L'AWF et ses partenaires élargiront bientôt cette campagne à Hong Kong et à la Thaïlande (voir page 8).

« Grâce au Fonds d'intervention d'urgence, nous espérons arrêter, puis inverser, le déclin de population subi par certaines des espèces les plus emblématiques de la faune africaine » déclare Philip Muruthi, directeur principal pour la science de la conservation de l'AWF. ■

Le Fonds d'intervention d'urgence de l'AWF consacra 10 millions de dollars américains sur les trois prochaines années pour lutter contre le braconnage et la contrebande des produits de braconnage — le même montant sera initialement engagé par deux des plus grandes économies du monde : les États-Unis et la Chine.

# ARRÊTER LE massacre

L'AWF soutient depuis longtemps les efforts anti-braconnage sur le terrain, mais élargit considérablement cet important travail avec le Fonds d'intervention d'urgence. Grâce à votre généreux soutien, l'AWF a sélectionné 10 populations prioritaires, dont les éléphants, les rhinocéros, les grands carnivores et les grands singes, et fournit aux partenaires sur le terrain les ressources indispensables pour protéger ces espèces critiques de l'Afrique. Cette initiative a déjà eu des répercussions sur le continent africain.



## Au cœur de la forêt

En charge de la surveillance écologique et de la conservation de la biodiversité à la Réserve de Biosphère du Dja, au Cameroun, Roger Bruno Tabue Mbobda est devenu éco-garde parce que, tout simplement, déclare-t-il : « je voulais devenir un écologiste de renom. » Ce n'est toutefois pas une tâche facile, comme il l'explique.

### Q : Comment s'effectuent les patrouilles ?

**R :** Les patrouilles se composent toujours de groupes d'un minimum de trois personnes. Pour ce qui est des patrouilles en forêt, l'équipe exécute sa mission à pied, et nous identifions et détruisons les campements de chasse et les pièges, saisissons l'équipement et les produits de la chasse et arrêtons les braconniers. Les patrouilles qui arpentent les routes situées à la périphérie du parc et fréquemment empruntées par les braconniers qui exportent de la viande de brousse vers les marchés s'effectuent à vélo ou en voiture. Que ce soit en forêt ou sur la route, nous sommes régulièrement confrontés à de la résistance, ce qui peut entraîner des agressions physiques, du vandalisme envers l'équipement et même des meurtres.

### Q : De quelle manière le soutien de l'AWF a-t-il influé sur votre travail ?

**R :** Le soutien de l'AWF nous aide à jumeler nos efforts anti-braconnage à la surveillance écologique. Aujourd'hui, les informations sur les activités fauniques et humaines de la réserve sont bien connues et les descriptions quantitatives sont facilement disponibles. Tout ceci a eu des répercussions positives sur la faune.



Pour lire la suite de ce Q & A, cliquez ici.

### Réserve naturelle communautaire de Dindéfelo, au Sénégal

L'AWF soutient les primatologues de la filiale locale de l'Institut Jane Goodall, qui surveillent les populations de chimpanzés d'Afrique occidentale dans la réserve naturelle communautaire de Dindéfelo et les régions avoisinantes. L'utilisation de l'outil de surveillance écologique CyberTracker, lié au logiciel SMART (outil de surveillance spatiale et de rapports), permet d'assurer une méthode systématique de collecte, d'enregistrement et d'analyse des données.

### Réserve nationale de Masai Mara, au Kenya

En dehors de la réserve nationale de Masai Mara, l'AWF soutient le projet « Les lions de Mara », un camp de recherche sur les lions visant à réduire les conflits hommes-carnivores. Les efforts comprennent la surveillance et l'identification des lions aux alentours de Mara — 506 lions catalogués au cours de la dernière année — et un programme d'indemnisation des pasteurs qui perdent du bétail tué par les lions. Le projet mène également des opérations de sensibilisation dans les écoles, avec la visite d'un agent communautaire dans huit écoles de la région pour dispenser des cours sur la conservation et la valeur de la faune, en particulier les lions.

### Parc national du Bas-Zambèse, en Zambie

La Conservation Lower Zambezi, une ONG locale, assiste l'autorité zambienne de la faune en fournissant des patrouilles anti-braconnage dans le parc national du Bas-Zambèse. En 2011, avant le soutien de l'AWF, 24 éléphants avaient été braconnés dans le parc national du Bas-Zambèse. En 2013, après une année de soutien de l'AWF, seulement cinq éléphants ont été tués — une amélioration considérable. En vertu d'un nouveau cycle de financement de l'AWF, Conservation Lower Zambezi a acheté des équipements GPS pour les gardes, effectué des patrouilles aériennes plus longues de 24 heures et acheté six vélos pour les gardes de village, leur permettant ainsi de réagir plus rapidement aux rapports de conflits homme-faune.

### Sabi Sand Wildtuin, en Afrique du Sud

Grâce au soutien substantiel de l'AWF, Sabi Sand Wildtuin, une réserve de chasse privée en bordure du parc national Kruger, en Afrique du Sud, a pu acheter, en novembre, un hélicoptère pour effectuer des patrouilles aériennes anti-braconnage. En décembre, on continuait encore à équiper l'hélicoptère de dispositifs de vision nocturne, mais selon David Warden Powrie : « Il nous a déjà prouvé sa valeur. Le deuxième jour de mise en service de l'hélicoptère, les braconniers ont plantés des choux empoisonnés pour attirer les rhinocéros. Heureusement, nous avons pu balayer rapidement la zone et localiser tous les choux. C'est grâce à l'hélicoptère que nous avons pu limiter les pertes à un seul hippopotame. » La région de Kruger abrite une partie importante de la population de rhinocéros de l'Afrique du Sud.

Votre soutien contribue à fournir les fonds indispensables aux partenaires de terrain de l'AWF, en charge de protéger des populations critiques de rhinocéros, d'éléphants, de grands carnivores et de grands singes.

# ARRÊTER LA contrebande

La contrebande de produits de braconnage est devenue une industrie sophistiquée de plusieurs milliards de dollars avec des tentacules qui s'étendent dans toute la planète. C'est pourquoi l'AWF améliore la détection aux points de passage frontaliers et veille à ce que les braconniers et les trafiquants soient poursuivis avec succès après avoir été capturés.

Après avoir piloté un programme de chiens renifleurs avec le Service de la faune du Kenya, en 2012 et 2013, l'AWF déploie actuellement un programme de détection canine plus complet. Nous avons retenu les services de Canine Specialist Services International (CSSI), une entreprise de formation cynophile spécialisée qui, depuis 1996, a formé des centaines de chiens à des tâches humanitaires et sécuritaires. L'AWF travaillera avec CSSI pour former et déployer des chiens de détection de l'ivoire et des cornes de rhinocéros et des maitres-chiens à quatre points de passage frontaliers. Les sites seront probablement Dar es-Salaam, en Tanzanie, Kinshasa, en République démocratique du Congo, Mombasa, au Kenya, et Addis-Abeba, en Éthiopie.

En complément de cet effort, l'AWF dispensera une formation magistrale sur chaque site pour sensibiliser les procureurs, les agents des douanes, les magistrats et bien d'autres aux options juridiques disponibles pour poursuivre les criminels de crimes contre la faune. « Nous ne voulons pas que les contrebandiers soient pris dans les ports ou aux postes de passage frontaliers, puis relâchés par la justice » explique Philip Muruthi, directeur principal pour la science de la conservation de l'AWF. « Par conséquent, nous dispenserons une formation magistrale aux endroits mêmes où nos chiens renifleurs seront déployés, afin de concentrer nos efforts. »

L'AWF a dispensé cette formation magistrale en 2014 dans le paysage du Kilimandjaro, au Kenya, avec beaucoup de succès. Quand un braconnier local notoire a été capturé et arrêté par le partenaire de l'AWF, Big Life Foundation, il a comparu devant un magistrat qui avait participé à la formation. Le magistrat a condamné le braconnier à sept années d'emprisonnement, la peine maximale autorisée par la loi kenyane. ■



En savoir plus sur les résultats de la formation magistérielle de Kilimanjaro.

## Le commerce caché des grands singes

Les éléphants et les rhinocéros d'Afrique ne sont pas les seules victimes de la contrebande de produits de braconnage. Bien moins médiatisé, mais non moins tragique, un marché noir brutal affecte les grands singes vivants, dont beaucoup sont capturés en Afrique centrale et occidentale et vendus illégalement à des zoos privés et publics et des parcs d'attractions, en Asie et au Moyen-Orient. Selon un rapport de 2013 du Partenariat pour la survie des grands singes (GRASP), au moins 3 000 grands singes sont capturés, saisis, perdus ou tués chaque année en raison de cette contrebande.

La corruption, la faible application des lois existantes régissant la faune et un manque de prise de conscience du problème ont facilité ce commerce – mais la situation est en train de changer lentement. En octobre 2014, Jef

Dupain, directeur du Programme des grands singes de l'AWF, a témoigné sur la question devant le Conseil consultatif de la Maison Blanche sur la contrebande de produits de braconnage. L'AWF a, en outre, collaboré avec des partenaires en République démocratique du Congo pour former les magistrats et les autorités locales aux lois régissant la faune. L'année prochaine, le GRASP lancera une base de données sur le commerce des grands singes pour renforcer l'application de la loi sur ce trafic. « Pendant de nombreuses années, ce commerce se faisait en catimini et on mettait peu d'empressement à y remédier. C'est finalement en train de changer » déclare Dupain.



Regardez l'énoncé de position d'AWF sur le trafic des grands singes vivants.

## Le coût réel de la contrebande

La criminalité environnementale ne se limite pas au trafic de l'ivoire et des cornes de rhinocéros — il y a aussi la contrebande du bois, du poisson, du charbon, des minéraux et plus encore. C'est une grosse entreprise, d'une valeur comprise entre 70 et 213 milliards de dollars américains, chaque année, selon un rapport de 2014 du programme de l'ONU pour l'environnement et d'INTERPOL. Le même rapport ajoute que ces industries illicites sont devenues une source de revenus pour les milices et les groupes terroristes d'Afrique — Al Shabaab gagnerait entre 38 et 56 millions de dollars américains, chaque année, en imposant le charbon de bois — démontrant ainsi que, non seulement la criminalité environnementale a des répercussions sur les écosystèmes et le secteur touristique, mais, qu'elle porte également atteinte à la paix et à la sécurité régionale.

La perte de l'habitat et le commerce de la viande de brousse sont les principaux facteurs de la diminution des populations de grands singes, mais la demande de singes vivants est à la fois répandue et croissante.

# ARRÊTER LA demande

Tant que persistera la demande d'ivoire d'éléphant et de corne de rhinocéros, la crise du braconnage continuera en Afrique. C'est pourquoi l'AWF a élargi son action au-delà du continent africain, en particulier en Chine et au Vietnam, où la demande de ce type de produits fauniques est la plus élevée.

Grâce à notre campagne de réduction de la demande avec nos partenaires WildAid et Save The Elephants, des annonces de service public (ASP) et des panneaux publicitaires — mettant en vedette des célébrités telles que l'actrice Li Bingbing, l'ancienne star de la NBA, Yao Ming, et l'acteur vietnamo-américain, Johnny Nguyen — sont présentés partout en Chine et au Vietnam. Pour la seule année 2013, les ASP ont été diffusées 7 697 fois à travers 22 canaux du réseau.

En reconnaissant l'importance de ne pas seulement atteindre les masses, mais aussi d'influencer les dirigeants des entreprises et de l'industrie, l'AWF et l'Aspen Institute ont également lancé, en juin dernier, le dialogue Chine-Afrique, une série de réunions de haut niveau entre d'influents africains et chinois, visant à inciter les dirigeants du gouvernement, de la société civile et du secteur privé

à promouvoir — et finalement intégrer dans le gouvernement et les affaires politiques — la protection des ressources naturelles et de la faune de l'Afrique. L'AWF a déjà organisé deux réunions avec des chefs d'entreprise africains et deux autres avec des chefs d'entreprise chinois. La prochaine étape sera une rencontre préliminaire entre ces représentants chinois et africains.

« Mobiliser un groupe de dirigeants africains influents pour s'asseoir et réfléchir à ces questions, puis plaider en faveur des entreprises et d'un développement favorables à la conservation est une première étape importante » a déclaré Patrick Bergin, directeur général de l'AWF. « Inciter leurs homologues chinois à en faire autant, parce qu'ils comprendraient qu'une relation commerciale durable avec l'Afrique est dans leur intérêt, serait une victoire importante. »

## Les résultats

On perçoit déjà des signes de perturbation dans le marché de l'ivoire, puisque trois des plus grands détaillants d'ivoire de Hong Kong ont annoncé la fin de leurs ventes d'ivoire et que les autorités de Hong Kong et de Dongguan ont détruit des tonnes de l'ivoire saisi. En ce qui concerne la corne de rhinocéros, l'AWF, WildAid et l'ONG vietnamienne CHANGE ont lancé, en 2014, une campagne au Vietnam, mobilisant des célébrités du cru telles que le musicien Quoc Trung et l'actrice Hong Anh. En mai, le ministère vietnamien de la Santé a confirmé que la corne de rhinocéros n'avait aucune valeur médicinale, tandis qu'une étude de marché signalait une réduction de 38 % de l'utilisation de la corne de rhinocéros entre août 2013 et août 2014. ■

Li Bingbing et Jackie Chan sont parmi les dernières célébrités asiatiques à apparaître dans la campagne de réduction de la demande de l'AWF avec WildAid et d'autres partenaires.

 Pour visualiser les PSA sur réduction de la demande, cliquez ici.



La Cité Interdite de Pékin est un symbole reconnaissable de la riche histoire de la Chine.

Les zones naturelles de l'Afrique, comme cette forêt en République démocratique du Congo, apportent une valeur considérable à leur pays par les services écosystémiques qu'ils fournissent, tels que la réduction des crues, le traitement naturel de l'eau et la filtration de l'air.

## La valeur inimitable des zones protégées

L'Afrique abrite un tiers de la biodiversité de la planète, dont une quantité impressionnante est sous gestion de la conservation, grâce à un réseau de parcs nationaux, de réserves de chasse et d'autres zones protégées. Depuis 1970, la couverture totale des zones protégées sur le continent a presque doublé, comprenant 3 060 000 kilomètres carrés d'habitats terrestres et marins.

« Nous connaissons la valeur écologique de ces zones, mais nous avons aussi besoin de démontrer leur valeur économique. »

En plus de maintenir l'habitat des espèces menacées, les zones protégées aident à sauvegarder les services écosystémiques vitaux pour les sociétés humaines et sont des éléments clés des stratégies d'atténuation des changements climatiques.

« Une majorité d'Africains est tributaire des ressources naturelles pour sa subsistance et on reconnaît de plus en plus que les zones protégées sauvegardent les services écosystémiques essentiels dont dépendent les populations et la faune » déclare Kathleen Fitzgerald, directrice de la stratégie de conservation de l'AWF. Pour donner leur plein potentiel, cependant, elles doivent être bien gérées et leur protection priorisée, surtout maintenant, avec le nombre important de changements qui se produisent en Afrique. ■

Le développement des infrastructures et la demande mondiale de ressources naturelles représentent de véritables menaces pour les zones protégées. De nouvelles routes et de nouveaux chemins de fer menacent de couper en deux les écosystèmes fragiles, tandis que les gouvernements accordent des concessions aux entreprises pour extraire du pétrole, des minéraux, des métaux et d'autres ressources naturelles à l'intérieur des zones protégées. Des compagnies pétrolières françaises et chinoises sont en train de réaliser des forages à l'intérieur du parc national de Murchison Falls, en Ouganda. Si le gouvernement zambien accorde son feu vert, une société minière australienne commencera l'exploitation d'une mine de cuivre à ciel ouvert dans le parc national du Bas-Zambèze en Zambie. Les concessions forestières à la périphérie de la réserve faunique du Dja, au Cameroun, un site inscrit au patrimoine mondial, représentent une menace persistante pour cette forêt tropicale riche en espèces.

« Nous connaissons la valeur écologique de ces zones, mais nous devons aussi démontrer leur valeur économique » dit Fitzgerald. Elle ajoute que la valeur économique des zones protégées dépasse de loin les recettes du parc — un rapport de 2012 du Programme des Nations Unies pour l'Environnement a constaté, par exemple, que l'impact économique négatif de la déforestation et la perte subséquente des services de régulation de l'eau des forêts au Kenya équivalait à 40 millions de dollars américains par an, soit près de trois fois le revenu de trésorerie provenant de la déforestation. ■

# La dichotomie des terres d'Afrique



## Bâtir des paysages résilients

La faune africaine est déjà confrontée aux changements d'affectation des terres et à la dégradation de ses habitats. Ajoutez-y les effets du changement climatique, et ces problèmes deviendront potentiellement catastrophiques pour la faune.

« D'une certaine manière, l'adaptation et l'atténuation en matière de changements climatiques visent à protéger les extrêmes des habitats potentiels des espèces, comme les sommets montagneux ou les littoraux » déclare Dave Loubser, directeur technique pour le changement climatique à l'AWF, expliquant que, parfois, la faune se déplace vers de nouveaux habitats en réponse aux changements climatiques et écosystémiques, pour finir

dans des endroits « extrêmes », n'ayant nulle part ailleurs où aller. « Prenez le gorille de montagne. Il n'a pas historiquement vécu à de telles hauteurs, mais il a dû déplacer son habitat de montagne à une altitude plus élevée, à l'arrivée des humains. Mais, si les changements climatiques modifient l'habitat aux sommets des montagnes, où ira donc le gorille de montagne ? »

L'AWF intègre donc l'atténuation des changements climatiques et le travail d'adaptation dans l'ensemble de ses activités de conservation. « Nous ne conservons pas simplement les écosystèmes, mais nous bâtissons aussi des paysages résistants aux changements climatiques » explique Loubser.

Les lions sont parmi les nombreuses espèces d'Afrique ayant besoin d'une grande surface pour vivre. L'AWF emploie une série d'approches pour créer l'espace destiné à la faune et le rendre prioritaire.

Avec plus de 30 millions de kilomètres carrés, le continent africain pourrait accueillir les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Europe et aurait encore de la place à revendre. Les terres sauvages ouvertes sur le continent deviennent cependant plus rares. Les habitats naturels sont cooptés pour le développement de l'infrastructure, tandis que les corridors fauniques sont coupés en deux par les routes, subdivisés par les agriculteurs et compromis par l'industrie. Nous pourrions mettre un terme à la contrebande mondiale de produits de braconnage et quand même perdre les espèces sauvages de l'Afrique, si elles n'ont pas suffisamment de terres sur lesquelles vivre.

Pour résoudre ce problème, l'AWF s'appuie sur une boîte à outils d'approches innovantes visant à créer l'espace pour la faune et à le rendre prioritaire. De la location de terres pour la faune à la création de nouvelles

zones protégées telles que les aires de conservation communautaires, nous trouvons des solutions qui profitent tant à la faune qu'aux personnes.

Voici un petit échantillon des nombreuses façons dont l'AWF travaille à accroître la quantité de terres sous conservation et à améliorer la gestion des terres en Afrique.

**L'aménagement du territoire.** Dans le paysage du Congo, l'AWF collabore avec les communautés locales pour mettre en œuvre un plan d'affectation des terres qui protège la forêt permanente et couvre 70 % des paysages, soit plus de 5,2 millions d'hectares.

**La gestion des zones protégées.** L'AWF gère actuellement le Conservatoire du ranch Manyara, qui fait partie d'un corridor reliant les parcs nationaux du lac Manyara et Tarangire, en Tanzanie, et collabore avec les autorités de la faune ailleurs sur le continent pour

aider à cogérer les zones protégées vulnérables.

**Les pactes de conservation.** Grâce à des accords de conservation de l'AWF et la filiale d'investissement à impact social de l'AWF, African Wildlife Capital (AWC), nous avons mis en place des accords contractuels avec des entreprises africaines, qui lient le financement de l'AWC à la réalisation d'objectifs spécifiques de conservation.

**REDD+.** Grâce au programme de réduction des émissions résultant du déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) de l'ONU, l'AWF aide les collectivités dans les Chyulu Hills, au Kenya, dans les forêts de Kolo Hills, en Tanzanie, et dans le paysage du Congo à mesurer et « valider » le carbone dans les forêts avoisinantes, afin de le vendre sur le marché international du carbone. Le revenu des ventes de carbone constituera pour les habitants une mesure incitative supplémentaire à la conservation des forêts.

## Les régions d'Afrique qui restent en crise

Un climat politique incertain. Les conflits civils en cours. Le manque d'infrastructures. Alors même que l'Afrique connaît une croissance et des changements positifs, certaines régions restent en crise. Ce qui explique pourquoi, dans certaines parties du continent, les organisations choisissent encore de ne pas travailler dans un pays donné. Malheureusement, du point de vue de la conservation, cela peut signifier que certains des paysages les plus riches en biodiversité ou les plus menacés sont abandonnés, au moment même où ils nécessitent le plus de protection.

Avec votre collaboration et votre soutien, l'AWF a pu se rendre dans certains de ces lieux en difficulté et s'assurer que les écosystèmes les plus importants de l'Afrique et leur faune soient protégés.

**Sénégal.** L'épidémie d'Ébola perturbe les activités en Afrique de l'Ouest, sauf dans le sud du Sénégal, où l'AWF a contribué à lancer, en novembre, une étude de grande envergure sur les chimpanzés. Les résultats de l'étude, menée actuellement

en dehors des zones protégées, alimenteront un plan pour la conservation des chimpanzés à l'échelle nationale.

**Soudan du Sud.** En décembre 2013, un conflit a violemment éclaté dans la capitale de Juba, nécessitant l'intervention de l'AWF pour évacuer son conseiller technique, James Kahurananga. L'agitation continue, mais Kahurananga a repris ses activités de conseiller au ministère de la Faune, de la Conservation et du Tourisme. L'AWF a, pour sa part, lancé un projet d'amélioration des bassins versants dans les monts Imatong (voir page 13).

**Zimbabwe.** Un environnement politiquement chargé a entraîné le déclin de l'industrie du tourisme faunique au Zimbabwe. L'AWF travaille dans un certain nombre d'endroits au Zimbabwe, dont le parc national de Hwange, où nous finalisons actuellement un plan général de gestion, en partenariat avec l'Autorité de gestion de la faune et des parcs du Zimbabwe et d'autres intervenants (voir page 21) et collaborons avec une communauté afin d'établir le premier conservatoire d'appartenance locale dans le pays.



# UNE NOUVELLE LOGIQUE EN MATIÈRE DE **sécurité alimentaire**

La logique traditionnelle suggère qu'il doit y avoir un compromis en matière de conservation pour parvenir à la sécurité alimentaire. Certes, la croissance démographique, couplée à un manque d'aménagement du territoire et aux systèmes de production agricole, se traduit par la dégradation et la conversion des terres à travers l'Afrique. Les forêts et les zones humides, en particulier, sont converties à un rythme rapide, mettant ainsi des bassins versants entiers en péril écologique.

Maintenant, cependant, les groupes de conservation tels que l'AWF et les gouvernements commencent chacun à élaborer une nouvelle logique qui réconcilie l'agriculture et la conservation en gardant à cœur la durabilité.



Les hautes terres du sud de la Tanzanie comprennent le plateau de Kitulo, qui possède 350 espèces de plantes vasculaires, dont 45 variétés d'orchidées terrestres. L'AWF travaille avec les petits agriculteurs et les entreprises agricoles de cette région pour promouvoir l'agriculture durable.

## L'agriculture contre la conservation ?

Les hautes terres du sud de la Tanzanie, l'un des sites les plus récents du programme de l'AWF, en sont un bon exemple. Elles constituent une région de sols riches, de fortes précipitations et donc au potentiel agricole élevé. Cette région est également l'une des plus riches en biodiversité du continent, se caractérisant par des niveaux exceptionnels d'endémisme et de richesse en espèces dans un ensemble de forêts et de prairies de montagne, y compris la deuxième plus importante population d'éléphants du continent. Le plateau de Kitulo, la pièce maîtresse de cet ensemble, est appelé *Bustani ya Mungu* par les habitants, soit le jardin de Dieu.

Les hautes terres du sud ont été désignées comme faisant partie d'un corridor de croissance agricole : le Corridor de croissance agricole du Sud de la Tanzanie (SAGCOT). SAGCOT cherche à attirer une somme d'environ 3,4 milliards de dollars américains en investissements essentiellement privés, à engager des dizaines de milliers de petits agriculteurs dans l'agriculture commerciale irriguée, à fournir plus de 420 000 nouveaux emplois dans la chaîne de valeur agricole et à arracher plus de 2 millions de personnes à la pauvreté.

L'initiative « Greenprint » du SAGCOT propose un cadre pour la réalisation de ces résultats, d'une manière qui protège les services écologiques de

la région. L'AWF, aussi, estime possible d'atteindre durablement une croissance économique à long terme dans cette région, à condition que les systèmes agricoles soient bien planifiés, que les systèmes de production et l'utilisation des ressources soient efficaces et que les initiatives de conservation soient renforcées dans la région.

En 2011, la filiale d'investissement à impact social de l'AWF, African Wildlife Capital, a investi dans la Rungwe Avocado Company, une entreprise privée des hautes terres du sud, en contrepartie de son adhésion à certains pactes de conservation, des lignes directrices qui favorisent la conservation par l'entreprise, dans et en dehors de l'exploitation agricole, ainsi que par les 3 500 agriculteurs de ses plantations satellites. L'investissement vise à atteindre des résultats

en matière de conservation, tout en assurant les perspectives financières des petits agriculteurs à l'avenir.

L'AWF perfectionne actuellement ce modèle et l'appliquera bientôt à une seconde entreprise agricole de la région. L'équipe du programme réalise également un aménagement du territoire au niveau des macro-zones et du village, en partenariat avec le gouvernement local.

Des initiatives telles que celles-ci permettront à l'agriculture et à la conservation, jusqu'à lors mutuellement exclusives, de devenir des préoccupations mutuellement solidaires dans la région — un must si l'Afrique veut atteindre son plein potentiel. ■

## Les effets de retombée de l'eau

Là où l'eau est abondante, la vie s'épanouit. Là où elle manque, les conflits entre les personnes, ainsi que les conflits homme-faune, ne sont jamais très loin. Malheureusement, de par le monde, de nombreuses régions manquent d'eau. Selon le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, un cinquième de la population mondiale vit dans des zones où l'approvisionnement en eau est insuffisant. L'Afrique subsaharienne compterait le plus grand nombre de pays souffrant de stress hydrique, toutes régions du monde confondues, mais certains paysages sauvages sont des zones privilégiées de captage d'eau qui, si elles sont protégées, garantiront l'approvisionnement en eau des habitants comme de la faune.

Les Chyulu Hills et leurs forêts de haute altitude, par exemple, approvisionnent en eau environ 6 millions d'utilisateurs en aval, au Kenya, y compris la ville portuaire de Mombasa. Une étude financée par l'AWF a constaté qu'il tombait plus de 1000 mm de pluie sur le Chyulus chaque année, alors qu'il n'en tombe que 350 mm à 700 mm dans les savanes avoisinantes.

Pour s'assurer que les forêts de Chyulu restent protégées, l'AWF travaille alors sur un projet de réduction des émissions résultant du déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) en collaboration avec plusieurs partenaires. Une fois validées, les réductions des émissions de carbone seront vendues par la communauté sur le marché volontaire du carbone et les revenus générés seront réinvestis dans d'autres projets de protection des captages d'eau.

### Un avenir abondant

Les monts Imatong, au Soudan du Sud, agissent comme un château d'eau essentiel pour la plupart de l'est de l'État d'Équatoria et de l'état voisin de Jonglei. Les monts approvisionnent plusieurs rivières en eau, dont la rivière Kinyeti, qui relie les Imatongs aux zones humides appelées Kud. La chaîne de montagnes — au cœur d'un paysage transfrontalier qui s'étend du parc national Kidepo Valley, en Ouganda, au Soudan du Sud — sert également d'habitat à une diversité d'oiseaux et d'espèces sauvages, dont certaines sont endémiques aux Imatongs. En 2014, l'AWF a commencé un projet de cinq ans avec l'ambassade du Royaume des Pays-Bas afin de protéger le bassin versant des monts Imatong.

Après avoir mené des enquêtes de référence pour évaluer l'écosystème, la chaîne de valeur agricole et les normes socio-économiques de la population locale, l'AWF a commencé l'aménagement du territoire avec les communautés locales. Une formation des gardes forestiers, pour leur permettre de savoir mener les opérations de surveillance écologique, est également prévue ainsi que des programmes d'amélioration des moyens de subsistance.

Ce travail aura des effets de retombée significatifs, en sécurisant des moyens de subsistance, des forêts, de l'eau et, peut-être le plus important, un avenir abondant pour des millions de personnes en Afrique.

Les monts Imatong, au Soudan du Sud, agissent comme un château d'eau essentiel pour la partie sud du Soudan du Sud.

## Sur le fleuve le plus puissant d'Afrique

Sur le fleuve le plus puissant d'Afrique, un jeune homme congolais avec un t-shirt de l'AWF, un gilet de sauvetage orange et une barbe fournie est resté sur la voie navigable pendant près de quatre mois. Ses yeux attentifs scrutent tout ce qui se trouve à bord du *MB Moïse* : les 10 membres de l'équipage, un groupe de marchands et les marchandises qui les accompagnent. Il s'appelle Dodo Moke et c'est la troisième année qu'il aide à superviser le projet d'expédition du Congo de l'AWF.

Sous la conduite de Dodo, le *MB Moïse*, remorqueur de 250 chevaux (initialement fourni par l'USAID), tractera bientôt trois

barges chargées de produits agricoles, y compris du maïs, de l'huile, des cacahuètes et du manioc (la racine de la plante) dans un port de Kinshasa. Les marchands le long du chemin de 1 540 km du projet d'expédition, de Befori à Kinshasa, seront alors en mesure de commercer et de réaliser des bénéfices. Les marchés des villes offrent des prix de vente beaucoup plus élevés que les marchés ruraux locaux.

« L'accès aux marchés pour ces gens est une grosse affaire » dit Dodo, en précisant qu'il est essentiel de synchroniser le voyage avec les périodes de récolte. « Normalement, un billet d'avion au départ

de Befori coûterait environ 500 dollars américains. En bateau, cependant, il n'en coûte que de 50 dollars américains. »

Alors que les habitants peinent souvent à expliquer ce que fait l'AWF, son impact est évident. « Avant de commencer à travailler avec les communautés, les gens confondaient bonobos et *mokombos*, le chimpanzé de la vallée » observe Dodo, qui admet que, lui aussi, en apprend plus qu'il ne l'aurait pensé sur la conservation. Il place cela dans sa propre perspective. « Je suis le petit-fils d'un chef coutumier » dit-il. « Respecter la terre fait partie de mon héritage. »

**S**i la richesse se mesurait en biodiversité, les forêts du Bassin du Congo seraient effectivement riches. Une faune allant de l'espèce menacée des bonobos au paon du Congo vit dans cet écosystème, sans parler des quelque 600 espèces d'arbres (et il ne s'agit que des espèces d'arbres connues).

Malheureusement, au sein du paysage du Congo de l'AWF, dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC), les habitants qui dépendent des forêts sont parmi les plus pauvres du pays. Pour survivre, ils ont eu recours à la chasse de viande de brousse, à la coupe des arbres pour produire du charbon et à l'incinération de parties de la forêt pour dégager des parcelles agricoles, autant d'activités qui ont menacé la faune du Bassin et conduit à sa déforestation.

Mais grâce à un excellent partenariat de travail entre l'AWF, les communautés locales et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), nous avons réalisé des progrès significatifs en matière de conservation de la richesse des forêts du Congo, au cours de la dernière décennie. Grâce à ce partenariat, l'AWF a :

- Conçu un plan d'aménagement couvrant quelque 5,2 millions d'hectares — environ 70 % du paysage — et collaboré avec les membres de la communauté pour désigner des parties spécifiques de la forêt comme permanentes et non permanentes ;
- Créé deux zones protégées hébergeant des concentrations élevées d'espèces cibles, la réserve

de faune de Lomako-Yokokala et la réserve de bonobos de la communauté d'Iyondji et

- Augmenté la productivité des récoltes des agriculteurs locaux dans les zones agricoles et élargi l'accès au marché en aval des produits fabriqués dans ces zones agricoles.

L'AWF a récemment commencé une autre série de projets dans le paysage, en collaboration avec l'USAID et les communautés. Vu de loin, ce que nous sommes en train de réaliser peut modestement se résumer à cartographier une zone, former du personnel et négocier l'aménagement des terres.

De près, cependant, ce sont des efforts de conservation bien nécessaires, qui aideront à établir un plus grand nombre de réserves communautaires. Elles permettront de créer un corridor contigu protégé plutôt que de simples îlots de zones protégées, de réduire la chasse de viande de brousse en sensibilisant les chasseurs, les vendeurs du marché et les clients aux risques de la viande de brousse et de ses effets sur la faune, et de transformer le centre de recherche de Lomako en établissement d'excellence dédié à la formation à la lutte contre le braconnage et à la surveillance écologique.

Compte tenu des partenariats solides de L'AWF dans le paysage, nous misons sur le succès.



Restez à jour sur la richesse de nos activités de mise en œuvre au Congo.

**Les richesses du**

**CONGO**

**L'AWF s'associe avec les communautés pour sauver la forêt du Bassin du Congo, riche en ressources naturelles**

Avec votre soutien, l'AWF trouve actuellement des moyens de protéger la forêt tout en veillant également à ce que les habitants disposent de moyens de subsistance assurés.

# Bâtir le tourisme À partir de zéro

De nos jours, lorsque les touristes se rendent en Éthiopie, ils ont tendance à venir dans le but de visiter les sites historiques et culturels exceptionnels du pays. L'Éthiopie, après tout, ne compte pas moins de huit sites culturels du patrimoine mondial de l'ONU, y compris l'ancienne ville d'Axum et les églises rupestres de Lalibela.

Mais, il se trouve aussi que le plus ancien pays indépendant de l'Afrique a également sa part de dotations de Mère Nature. Des superbes paysages, offerts depuis les escarpements abrupts du parc national des montagnes du Simien, aux quelque 30 espèces de mammifères — y compris l'endémique loup d'Abyssinie, l'un des canidés les plus rares au monde — l'Éthiopie débordait littéralement de potentiel touristique faunique.

## Le début du tourisme axé sur la nature

Jusqu'à récemment, le manque de ressources et la capacité restreinte de l'Autorité de conservation de faune éthiopienne avaient limité le tourisme faunique dans cette région. Les menaces qui pèsent sur les parcs ont augmenté, alors que les installations touristiques haut de gamme — l'épine dorsale du traditionnel safari africain — étaient rares.

Cela commence à changer, car l'AWF a collaboré avec l'autorité de conservation du pays pour bâtir une industrie touristique de la faune en Éthiopie, à partir de zéro.

L'AWF a élaboré un plan de tourisme pour le parc national des montagnes du Simien et a assuré, l'an dernier, la formation de plus de 60 guides sur la façon d'améliorer l'expérience de randonnée des touristes. Avec le financement de la filiale de l'AWF, African Wildlife Capital (AWC), trois projets de lodge très différents sont également en cours dans le pays.

Bale Mountain Lodge a ouvert en 2014. Sans doute le premier hôtel à pavillons écologique haut de gamme du système de parcs nationaux de l'Éthiopie, l'hôtel-boutique de huit chambres est situé dans le parc national du Mont Balé, connu comme la plus grande étendue restante de landes afro-alpines, forêts de brouillard et prairies de l'Afrique. L'hôtel se veut à faible impact, avec son propre générateur hydraulique, et se situe dans un endroit idéal pour s'adonner à l'observation de la faune. Déjà, le naturaliste résident a découvert ce qui pourrait être une toute nouvelle espèce de serpent.

Limalimo Lodge, un hôtel à pavillons dans le parc national des montagnes du Simien, est actuellement en cours de construction. Des travaux ont été amorcés au milieu de l'année 2014, impliquant des résidents locaux dans le processus de construction. Des habitants seront également employés par l'hôtel lorsqu'il ouvrira, courant 2015. Tout comme Balé, le site de Limalimo offre des vues imprenables et des sujets d'observation de la faune uniques en Éthiopie, comme le singe Gélada.

« Les hôtels à pavillons de Bale Mountain et de Limalimo marquent le début du

tourisme axé sur la nature en Éthiopie » déclare Giles Davies, gestionnaire de placements pour l'AWC.

Limalimo est une co-entreprise d'Ethiopian Shiferaw Asrat (voir encadré) et d'un partenaire. Elle est financée par l'AWC et l'AWF y détient une participation. Lorsque l'hôtel commencera à générer des revenus, l'AWF sera en mesure de les réinvestir dans la population locale pour financer une nouvelle école de conservation de l'AWF, élargissant ainsi l'impact de conservation de l'hôtel.

En dehors de Simiens, la société Village Ways développera bientôt pour les voyageurs une expérience de randonnée au sein des villages, impliquant jusqu'à six villages locaux. Le projet est soutenu à la fois par l'AWC et l'AWF. Il s'agit de sites appartenant à la communauté, conçus de manière à reproduire l'expérience villageoise pour les touristes désireux de s'immerger pleinement dans la culture. Ils sont entièrement gérés par les communautés locales.

En plus d'offrir de nouvelles possibilités d'emplois et de revenus pour les habitants, ces efforts ont l'avantage supplémentaire d'améliorer la conservation. « Le tourisme est très visible » explique Davies. « C'est une façon continue de rappeler aux communautés que la faune peut générer un revenu pour elles, leur offrant ainsi une autre mesure incitative en matière de conservation. ■



Comment est-ce que Limalimo Lodge a un impact sur la communauté locale? Découvrez-le ici.

À GAUCHE : Bale Mountain Lodge est sans doute le premier hôtel à pavillons écologique de haut de gamme du système de parcs nationaux de l'Éthiopie. Cet hôtel de caractère a reçu un financement de la filiale de l'AWF : African Wildlife Capital.

À DROITE : Guide expérimenté, Shiferaw Asrat, qui possède sa propre entreprise de randonnée, est maintenant copropriétaire de l'hôtel de Limalimo, un hôtel à pavillons de conservation haut de gamme en cours de construction dans les montagnes du Simien.

Qu'est-ce que c'est que l'African Wildlife Capital ?



Filiale de l'AWF, l'African Wildlife Capital (AWC) est le premier vecteur d'investissement en Afrique en matière d'entreprise de conservation. L'AWC assure le financement du développement des petites et moyennes entreprises africaines dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture et de l'énergie.

L'AWC n'investit que dans des entreprises qui répondent à des critères stricts en matière de potentiel de conservation — tels que le lien direct avec les populations fauniques ou les terres prioritaires — et de capacité à fournir des avantages socio-économiques aux communautés locales. Les apports de capitaux de l'AWC sont liés à la capacité des entités émettrices à atteindre les objectifs spécifiques de conservation que nous appelons des « pactes de conservation ».

Un accompagnateur en montagne éthiopien apporte sa contribution pour dévoiler les beautés des montagnes du Simien

# Dans les montagnes en ÉTHIOPIE

Shiferaw Asrat a commencé sa carrière comme guide de randonnée dans le parc national des montagnes du Simien, en Éthiopie. Il est également l'un des partenaires d'affaires de l'hôtel de Limalimo, un hôtel à pavillons écologique de haut de gamme en cours de construction dans le parc ayant bénéficié d'un financement de l'African Wildlife Capital, filiale de l'AWF. Shiferaw décrit les défis, les récompenses et les petits matins qui accompagnent le travail.

## Q : Décrivez votre journée type.

R : Lorsque j'exerce mon métier de guide, la journée commence à l'aube, alors que les cuisiniers commencent encore plus tôt. Je prends mon petit déjeuner avec les personnes du groupe, les informe du déroulement de la journée et réponds à leurs questions. Aux environs de 8 heures du matin, nous partons en randonnée. Le chemin a souvent l'air facile, mais avec l'altitude, les gens commencent rapidement à s'essouffler. Lorsque nous atteignons le camp, je m'assure que tout le monde va bien et dispose de tout le nécessaire. Je prends mon repas avec le groupe, fournis de plus amples informations sur les Simiens et réponds aux questions.

## Q : Quels sont les défis et les récompenses de ce travail ?

R : Le plus grand défi est de répondre aux besoins de chacun. Il s'agit souvent de réguler la vitesse de marche des randonneurs et de déterminer leurs centres d'intérêt. Parfois, il peut y avoir des ornithologues passionnés, désireux de tout savoir sur les oiseaux, tandis que d'autres préfèrent la flore et d'autres encore veulent simplement admirer la vue en silence. Trouver le juste équilibre entre ces différents besoins et voir tout le monde en profiter est la plus grande récompense.

## Q : Qu'avez-vous appris dans la formation de randonneur financée par l'AWF ?

R : La formation était excellente, car elle nous a permis d'apprendre le métier de guide auprès de personnes possédant une riche expérience en la matière. Il était également important d'avoir l'opportunité d'en apprendre davantage sur les autres parcs nationaux et leurs différences par rapport au nôtre. Je pense que de nombreuses personnes travaillant dans le parc tireraient profit d'apprendre et de voir ce que font les autres parcs nationaux.



Lisez l'intégralité du Q&R avec Shiferaw Asrat.

# Changer les mentalités

Pour que la conservation fonctionne à long terme, l'engagement communautaire est essentiel. Pour présenter aux communautés les retombées économiques de la protection de la faune et du développement du tourisme, l'AWC a conçu et négocié un certain nombre d'hôtels à pavillons de conservation reliant les communautés à des exploitants privés expérimentés. En règle générale, la communauté est propriétaire du terrain et de l'hôtel et l'exploitant est responsable de sa gestion — un pourcentage du chiffre d'affaires revenant à la communauté.

Alors qu'il est possible de suivre le revenu versé aux communautés — plus

de 13 millions de dollars au cours des cinq dernières années dans l'ensemble des entreprises de conservation de l'AWF — il n'est pas toujours simple de déterminer l'impact de ces hôtels sur une éventuelle évolution positive des mentalités envers la faune. En 2014, l'AWF a travaillé avec le Dr Rosemary Black de l'Université Charles Sturt en Australie pour examiner l'impact de ces hôtels sur les communautés locales. Voici deux histoires qu'elle a découvertes en parlant avec les communautés locales du Ngoma Safari Lodge, au Botswana, et du Sabyinyo Silverback Lodge au Rwanda.

## L'importance de conserver

Keza a 60 ans. Agricultrice et mère de trois enfants, elle vit dans le village de Kinigi, à proximité du Sabyinyo Silverback Lodge. Keza et sa famille vivent dans une maison en briques de boue surmontée d'un toit en tôle ondulée. Ils utilisent des bougies pour s'éclairer et du bois de chauffage pour cuisiner ; l'eau provient d'un puits, situé à 10 minutes de marche.

Keza pense que l'hôtel est une bonne chose, parce qu'il crée des emplois, attire les touristes dans la région, contribue à protéger les animaux et les plantes et aide également la communauté locale. « La Sabyinyo Community Livelihoods Association fait un excellent travail en aidant les populations locales à améliorer leur vie grâce à des projets comme l'électrification du village, des bourses pour les enfants de l'école et des emplois locaux » dit-elle, se référant à la fiducie communautaire qui gère les revenus de la communauté provenant de l'hôtel.

Bien que les buffles posent problème parce qu'ils mangent ses récoltes, Keza dit qu'il est important de conserver les animaux et les plantes pour le tourisme. « J'aimerais visiter le parc national pour voir les gorilles et les singes dorés » déclare-t-elle.



## Poste de supervision

À l'origine, en 2009, Paul, 23 ans, a été employé pour aider à construire le Ngoma Safari Lodge. Il a désormais évolué vers un poste de supervision au sein de cet hôtel à pavillon. « L'hôtel est un bon projet. Il aide les jeunes des villages locaux en leur offrant des emplois occasionnels qui peuvent déboucher sur des postes plus permanents » dit-il. « Le personnel est formé et encouragé à travailler dans les divers services de l'hôtel. » L'hôtel fait également des dons à l'école locale.

Paul pense qu'il est important de conserver les animaux et les plantes, car ils attirent les touristes et produisent de l'oxygène pour respirer et de l'eau pour les animaux. Son village subit pourtant de plein fouet sa part de conflits homme-faune, surtout avec les lions, les éléphants et les hyènes.

L'industrie du tourisme des gorilles, au Rwanda, illustre parfaitement la façon dont l'écotourisme peut générer des revenus et des emplois pour les communautés locales, ce qui encourage ensuite l'évolution des mentalités à l'égard de la faune et de la conservation.



Dans les communautés rurales du district de Kondo, en Tanzanie, l'AWF a favorisé les opportunités pour les femmes de prendre l'initiative en matière d'affaires et de conservation.

## Les femmes prennent les choses en main

Sans l'adhésion des habitants, les efforts de conservation réussissent rarement. C'est pourquoi, lorsque l'AWF a lancé un projet de réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+), dans le centre-nord de la Tanzanie, en collaboration avec l'ambassade de Norvège, il y a quelques années, l'un de ses principaux objectifs était d'initier les résidents à des activités de subsistance durables qui permettraient de réduire leur dépendance vis-à-vis des forêts.

Grâce à son travail avec 18 villages aux environs des forêts de Kolo Hills, l'AWF a réussi à réduire l'empiétement sur ces forêts, zones de captage de l'eau de la rivière Tarangire. (La rivière Tarangire coule vers le nord, vers l'écosystème Tarangire-Manyara, dans le paysage de la steppe Masai, qui abrite d'importantes populations d'animaux sauvages.) Ce qui est encore mieux, cependant, c'est le leadership favorisé par nos interventions.

Prenez Hawa Ibrahim Chora. Mariée et mère de quatre enfants, Hawa a été choisie pour faire partie des 120 agriculteurs pilotes du projet REDD+ de l'AWF. Après avoir reçu des semences améliorées et appris de nouvelles techniques au cours de la formation simplifiée de l'AWF, Hawa a plus que doublé son rendement. « Lorsque j'ai récolté neuf sacs de maïs sur une parcelle d'une demi-acre, tous les membres de la communauté sont venus chez moi pour célébrer l'événement » raconte-elle en souriant timidement. Dans son rôle de soutien de famille, Hawa cultive désormais 1,5 hectare. Elle participe activement au réseau du nouvel agriculteur,

lancé par l'AWF (avec le soutien financier de l'Union Européenne), enseignant les nouvelles techniques agricoles à d'autres personnes. Et, grâce à son travail sur le comité de l'environnement du village de Kolo, Hawa sensibilise ses voisins sur l'importance de la conservation.

### Changer la mentalité communautaire

Dans la ville voisine, Kudra Shamroi fait aussi partie des chefs de file parmi ses pairs. Kudra est la présidente du Groupe Subira, un groupe de pépinières forestières appartenant à des femmes. L'AWF a initialement fourni 30 000 plants et dispensé une formation commerciale au Groupe Subira. Le collectif des femmes a commencé à cultiver et à vendre des plants aux membres de la communauté et aux institutions de la région, réalisant finalement suffisamment de bénéfices pour faire construire un immeuble de bureaux flambant neuf.

Lorsqu'on lui demande pourquoi le Groupe Subira a connu un tel succès, Kudra répond en femme d'affaires avisée. « Au lieu que de distribuer l'argent de la vente des plants à chaque membre, nous pensons plutôt à la façon de maximiser nos profits » dit-elle, faisant ainsi allusion à la notion de réinvestir dans l'entreprise. « La responsabilisation et la transparence sont également importantes. »

Kudra ajoute : « Nous voulons changer la mentalité communautaire qui consiste à croire que les femmes ne peuvent rien faire. » ■



Découvrez les leçons que l'AWF a apprises par des projets REDD+.

## Accroître les parcs nationaux

Les plans généraux de gestion des parcs comme le parc national de Nimule, au Soudan du Sud exposent les différentes façons dont les autorités de la faune peuvent générer des revenus grâce à ces zones protégées.

Désigner des limites n'est pas suffisant pour sauvegarder les aires protégées. Les parcs nationaux sont exploités par des entreprises d'extraction, tandis que d'autres zones protégées sont devenues les terrains de chasse des braconniers. La diversité croissante des intervenants qui souhaitent avoir accès à des zones protégées aux ressources financières limitées augmente encore la complexité de leur gestion.

C'est là que le plan général de gestion entre en jeu.

Comme son nom l'indique, un plan général de gestion est un document qui décrit la manière dont une aire protégée doit être gérée. Il définit le cadre de prise de décision, les objectifs à atteindre, les ressources à appliquer et les actions à mettre en œuvre sur une période donnée. Bien qu'il puisse sembler sans importance, le plan général de gestion est en fait incroyablement précieux pour les autorités de la faune et d'autres intervenants, car il garantit une cohérence dans la façon de gérer une aire protégée et donne une orientation sur toute la ligne, du niveau opérationnel au jour le jour jusqu'à l'échelon ministériel.

Les plans de gestion du parc, développés avec le soutien de l'AWF, comprennent toujours également un plan d'affaires, décrivant la façon dont une zone protégée peut

générer des revenus, par exemple, par l'intermédiaire des droits d'entrée au parc ou d'autres efforts de tourisme — assurant ainsi la viabilité à long terme de ces sites.

### Les attentes en matière de revenus

À la demande du ministère du Tourisme et de la faune du Soudan du Sud, l'AWF a aidé à développer un tel plan pour le parc national de Nimule et sa zone tampon. Nimule est un parc pittoresque, bordé par le Nil, à l'est, et ponctué de collines et de ruisseaux. C'est le seul parc au Soudan du Sud dans lequel on peut facilement apercevoir des éléphants. Il y a encore quelques années, cependant, moins de 200 touristes se rendaient à Nimule.

En novembre, l'AWF et le ministère ont célébré la signature du plan général de gestion de Nimule par le gouvernement — le tout premier plan de gestion signé au Soudan du Sud. Il est maintenant temps d'effectuer la collecte de fonds pour permettre sa mise en œuvre, qui comprend la formation, la fourniture d'équipement et la construction d'avant-postes de gardes. À mesure que les tensions politiques s'apaisent dans le pays et que le plan de gestion est pleinement mis en œuvre, Nimule espère générer suffisamment de revenus pendant plusieurs années pour soutenir les opérations du parc et offrir des avantages aux communautés environnantes.

L'AWF travaille de manière similaire avec l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe pour élaborer un nouveau plan général de gestion pour le parc national de Hwange, l'un des parcs les plus importants du Zimbabwe. Le parc est célèbre pour ses vastes populations d'éléphants et de grands carnivores, qui attirent un nombre important de visiteurs chaque année.

Le déclin économique de la dernière décennie a entraîné un déficit de revenus pour l'administration des parcs du Zimbabwe. Comme le plan de gestion de Nimule, des idées génératrices de revenus basés sur la faune seront intégrées au plan de Hwange, permettant ainsi à l'administration des parcs de maximiser les revenus de ce parc écologiquement important et de réaliser des retours sur investissement grâce à la conservation et à une bonne gestion du parc.

Notre engagement en faveur de la planification a vu le développement de plans de gestion pour de nombreuses autres zones protégées à travers le continent. Cela contribuera grandement à contourner les problèmes à long terme liés à la gestion des aires protégées, tout en nous aidant parallèlement à atteindre nos objectifs généraux de conservation. ■

# Nouvelle école, nouvelles compétences...



Ce n'est pas l'école de vos parents.

Tout comme cette structure élégante, au toit légèrement incurvé et aux lignes ondulées, n'est pas non plus le type de bâtiment qui se trouve habituellement au milieu d'une forêt tropicale. Mais c'est exactement à cet endroit qu'est située l'école primaire de conservation flambant neuve d'Ilima : dans une partie reculée de la République démocratique du Congo, au sein de la forêt du bassin du Congo, deuxième plus vaste forêt humide au monde.

La communauté d'Ilima a été l'une des premières dans le paysage du Congo à adopter et à mettre en œuvre un plan officiel d'aménagement des terres pour protéger la forêt permanente. L'AWF a construit la nouvelle école de conservation pour renforcer les résultats positifs provenant des engagements en faveur de la conservation, tout en ouvrant de nouvelles perspectives aux générations futures grâce à l'éducation.

Construite en tenant compte du climat chaud et humide, l'école dispose d'un toit suspendu de bardeaux taillés dans un bois dur local et de murs de briques qui ne dépassent pas les deux-tiers de la hauteur du sol au plafond, afin d'assurer la circulation constante de l'air. Les portes des salles de classe sont dotées d'écrans qui assurent une séparation acoustique, tout en permettant le libre passage de la lumière et de l'air. Six salles de classe donnent sur la forêt juste derrière, renforçant ainsi les liens de l'école avec la conservation.

Déjà, la nouvelle école fait toute la différence d'une multitude de façons. « Dans l'ancien bâtiment, quand il pleuvait, nous nous arrêtons immédiatement et libérons les enfants, parce que nous ne pouvions pas continuer nos leçons ainsi » dit Dieudonné Lokuli, un enseignant de 6<sup>e</sup> année, resté à Ilima pendant huit ans. « Maintenant, la pluie n'est plus un problème. » Les inscriptions sont en hausse de 40 % par rapport à la vieille école Ilima, et plus de 300 élèves de 5 à 14 ans viennent en classe.

Et dans un pays où le citoyen moyen bénéficie d'une scolarisation formelle d'à peine plus de trois ans, une nouvelle attitude envers l'enseignement s'implante à Ilima. Raconte Joed, timide étudiant de 2<sup>e</sup> année, intéressé par les sciences et les mathématiques : Je poursuivrai mes études jusqu'à ce que je sois grand. » ■

Voir davantage de photos en page 24.

CI-DESSUS : Conçue comme un environnement d'apprentissage agréable pour les étudiants, Ilima est également destinée à servir de centre communautaire après les heures de classe.

EN BAS : La nouvelle école d'Ilima comprend deux bâtiments légèrement incurvés qui abritent les six salles de classe, séparées par un couloir ouvert permettant d'assurer la circulation de l'air, des personnes et de la lumière.

-  L'école est située dans un endroit qui relie à la fois des zones de forêt vierge et d'agriculture, renforçant ainsi l'importance de la terre et des ressources naturelles.
-  De nombreux éléments de l'école ont été construits par la main-d'œuvre locale en utilisant des matériaux locaux. Les membres de la communauté, par exemple, ont été formés aux techniques de fabrication et d'installation des bardeaux de toiture, taillés dans un bois dur local — une compétence qu'ils pourront ensuite utiliser à l'avenir pour l'entretien.
-  Les éléments de l'école sont magnifiquement conçus et fonctionnels : Les portes des salles de classe sont munies d'écrans qui assurent une séparation acoustique, tout en laissant filtrer l'air et la lumière ; de même que les écrans entourant les latrines préservent l'intimité, tout en permettant une ventilation transversale.
-  Conçu en tenant compte du climat tropical humide, le bâtiment est doté de murs de briques qui n'excèdent pas les deux-tiers de la hauteur du sol au plafond, afin d'assurer la libre circulation de l'air.



Lisez sur les derniers événements à Ilima.





À GAUCHE : Les travailleurs ont acquis de nouvelles compétences en construction, ce qui a le double avantage de leur fournir de nouveaux moyens de subsistance durable et d'assurer leur capacité à entretenir les structures de bâtiments.

EN BAS À GAUCHE : De l'espèce menacée des bonobos aux sitatungas au pelage hirsute, la forêt du Bassin du Congo — dans laquelle est située l'école d'Ilima — regorge de faune et plus de 600 espèces d'arbres.

CI-DESSOUS : « La joie que nous procure, l'école nous donne le courage de prendre davantage soin de nos enfants » déclare Dieudonné Lokuli, qui a 43 étudiants. « Dans ma classe de sciences, quand j'enseigne la zoologie, je parle de la façon de conserver la forêt. »



Regardez des photos du processus de construction.



Plus de 13 000 briques d'adobe ont été fabriquées pour la construction de l'école et le projet a nécessité l'achat de 1500 panneaux en bois de palmier local auprès de la communauté.



Chaque école de conservation de l'AWF intègre des cours de sensibilisation à la conservation à travers l'enseignement dispensé par les professeurs ou les clubs parascolaires pour la faune.

# Un nouvel avenir



# Sur l'avenir de l'Afrique, par l'avenir de l'Afrique

Si les professionnels passionnés qui composent le programme de formation sur la gestion de la conservation de l'AWF (CMTP) sont l'avenir de la conservation, alors l'Afrique est entre de bonnes mains. Robina Abuya, Sylvia Wasige et Eric Reson, du Kenya ; Muyang Achah et Henriatha Che, du Cameroun, et Elizabeth Babalola, du Nigeria, ont commencé, en juillet 2014, la classe la plus récente du rigoureux programme de mentorat de l'AWF pour les écologistes africains. Ci-dessous, quelques-uns des nouveaux stagiaires, en compagnie de Sarah Chiles et d'Edwin Tambara — stagiaires de la classe précédente — ont discuté de leur vision de la conservation.

## Qu'est-ce qui vous a incité à choisir une carrière dans le domaine de la conservation ?

**Robina :** Wangari Maathai est une des personnes à m'avoir vraiment motivée. J'ai fini par acheter la plupart de ses livres et lire de nombreux écrits à son sujet. Lorsqu'elle a reçu le Prix Nobel de la Paix, j'ai pensé : « je veux être comme elle. »

**Elizabeth :** Pour moi, ce fut de voir les images télévisées des terres agricoles des populations complètement engluées de pétrole [à cause des déversements d'hydrocarbures au delta du Niger]. Je me suis demandée : « comment avons-nous pu laisser cela se produire ? »

**Sylvia :** Quand j'étais jeune, je voyais les gardes forestiers du service de la vie sauvage du Kenya tous habillés en costumes de jungle — [RIRE] — et ce n'était pas rien à mes yeux ! À l'université, j'ai [obtenu un diplôme en] gestion de la faune. Mon oncle m'a dit : « la faune, qu'est-ce qu'il y a à gérer ? » Parce que je viens de Bungoma, là où, en fait, il ne reste plus de faune.

J'ai pensé : « si mon propre oncle a ce type d'avis sur la faune, qu'en est-il d'autres personnes qui n'ont pas eu l'occasion de la connaître ? » C'est à ce moment-là que m'est venue la passion.

## Est-il déraisonnable de s'attendre à ce que des communautés locales luttant pour leur survie donnent la priorité à la protection de la faune ?

**Sarah :** Mon sentiment est que les communautés ne sont pas contre la conservation de la faune en soi. C'est vraiment que des facteurs comme la surpopulation et les migrations [humaines] ont influencé la structuration des communautés. Parmi les Masais, par exemple, il y existait un sentiment communautaire de propriété envers le bétail. Aujourd'hui,

il y a davantage un sentiment indépendant de propriété, et donc maintenant chaque homme voudrait avoir du bétail. Et cela entraîne un certain nombre de conséquences.

## Comment traitons-nous cela ?

**Eric :** Nous acceptons tous, en tant qu'écologistes, qu'il soit particulièrement difficile de conserver la faune et les ressources naturelles. Mais la meilleure façon d'y arriver, c'est — il y a une expression dans mon pays, que « la connaissance dérange » Si vous avez des connaissances en une quelconque matière, alors vous vous poserez des questions [et chercherez à les résoudre]. Nous devons éduquer les personnes pour dérouter leur train-train.



Votre contribution actuelle permettra à la prochaine génération de leaders africains de la conservation d'être correctement préparée. Sur la photo : (au premier rang, de gauche à droite) Sylvia Wasige, Robina Abuya et Henriatha Che ; (au dernier rang) Elizabeth Babalola, Sarah Chiles, Eric Reson et Muyang Achah.

## Qu'espérez-vous obtenir du CMTP ?

**Elizabeth :** J'espère une expérience à l'échelle de l'Afrique. Je veux vraiment apprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans d'autres pays africains.

**Robina :** Vous rencontrez des obstacles dans les matières dans lesquelles vous avez été formé. J'espère donc désinstaller — [RIRE] — ce qu'il y a déjà sur mon disque dur et réinstaller de nouvelles informations.

**Edwin :** Ou peut-être une simple mise à jour du système. [RIRE]

**Sylvia :** Jusqu'à maintenant, la majeure partie de ma vie n'a été qu'académique, je connais les choses sur papier. Maintenant, je veux vraiment avoir l'opportunité de voir [ce que j'ai appris] en pratique.

## Des anciens du CMTP, quelques paroles de sagesse ou conseils pour la nouvelle classe ?

**Edwin :** Le CMTP est vraiment une opportunité. Vous interagissez avec des personnes, au plus haut niveau de la conservation. Vous avez l'opportunité d'entendre parler de l'avenir de la conservation.

Parfois, ils pourront vous jeter dans le grand bain, car ils auront reconnu vos capacités. Donc, vous serez testé. Mais, je suis déjà en position d'influencer les décisions de conservation au Soudan du Sud, en Ouganda et en Tanzanie. Je pense que peu de gens ont l'occasion de pouvoir contribuer à la conservation à ce niveau, si tôt dans leur carrière. ■



Lisez la table ronde en complet.

L'AWF remercie ses partenaires financiers de leur soutien et de leur engagement :



NORWEGIAN EMBASSY



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization



Royal Netherlands Embassy



Le classement au patrimoine mondial du delta de l'Okavango, au Botswana, offre une protection en matière de conservation d'espèces sauvages comme le Cobe de Lechwe ; mais, la majorité des sites en péril du patrimoine mondial se trouvent en Afrique.

# Lorsque le classement au patrimoine mondial NE SUFFIT PAS

Parmi les zones protégées, les sites du patrimoine mondial bénéficient d'un statut particulier. Comme leur nom l'indique, ces sites — culturels, naturels ou mixtes — sont réputés appartenir, de manière significative, au patrimoine mondial collectif. Ils sont considérés comme ayant « une valeur universelle exceptionnelle », estimée sur des critères stricts, selon l'ONU pour l'éducation, la science et la culture (ou l'UNESCO), qui supervise le processus d'inscription au patrimoine mondial et le contrôle ultérieur des sites inscrits. Un classement au patrimoine mondial confère, non seulement une protection juridique à un site particulier, mais, fournit également des systèmes de gestion et de reporting, une assistance technique, la sensibilisation du public et une image de marque puissante.

Le seul classement au patrimoine mondial, cependant, ne suffit pas à garantir que ces sites restent intacts et sains et saufs. L'inscription, cette année, de la réserve de Selous, en Tanzanie, sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril, en raison de la récente attaque d'éléphants par des braconniers, a souligné ce point. Un nombre disproportionné de sites africains, en fait, figurent sur la liste des sites du patrimoine mondial en péril. Sur les quelque 200 sites naturels du patrimoine mondial, à l'échelle mondiale, 20 figurent sur la liste des sites en péril. Parmi ceux-ci, plus de 50 % (12) sont situés en Afrique. Cela soulève des préoccupations majeures.

En réponse, l'AWF, en collaboration avec plusieurs organisations de conservation, crée actuellement un

réseau informel d'ONG qui collaborera au soutien des sites naturels du patrimoine mondial en Afrique. Une telle coalition assurera un meilleur suivi de l'état de conservation, améliorera la collaboration et le partage des meilleures pratiques de gestion de ces sites, aidera à catalyser de nouvelles ressources pour aborder les questions prioritaires intersectorielles et devenir des « porte-paroles » plus audibles et plus unifiés de la société civile dans le processus d'inscription au patrimoine mondial.

Le réseau des ONG du patrimoine mondial africain comprend actuellement l'Union internationale pour la conservation de la nature, l'organe consultatif désigné pour les sites naturels du patrimoine mondial ; l'AWF ; la Wildlife Conservation Society ; The Nature Conservancy ; Birdlife International ; la Société zoologique de Francfort ; la Société zoologique de Londres et WWF. Déjà, l'AWF a travaillé avec ses partenaires afin d'émettre une déclaration au cours de l'événement décennal qu'est le Congrès mondial des parcs pour demander que les sites du patrimoine mondial soient exempts de toute activité d'extraction. L'AWF s'emploie également à protéger activement divers sites du patrimoine mondial sur tout le continent (voir ci-dessous).

Pour un site, parvenir à s'imposer comme site du patrimoine mondial naturel est la reconnaissance remarquable d'une beauté naturelle inégalée, des processus écologiques uniques ou d'autres valeurs exceptionnelles. Face au nombre important de défis auxquels sont confrontés les sites du patrimoine mondial africain, ce classement ne peut toutefois pas constituer l'objectif final. Nous devons rester vigilants et impliqués quant à la protection du patrimoine mondial naturel de l'Afrique.

*Karen Ross est directrice principale de programme pour l'AWF. Elle a contribué, en 2014, au classement du delta de l'Okavango comme 1 000<sup>e</sup> site du patrimoine mondial.*

## L'AWF : À la pointe de la conservation

L'AWF continue d'assurer le leadership au sein du continent africain et au-delà sur les questions critiques de conservation. Par exemple :

- Grâce à ses fonctions de membre du Conseil consultatif de la Maison Blanche sur la contrebande de produits de braconnage, le Dr Patrick Bergin, directeur général de l'AWF, a apporté sa contribution au développement de la stratégie nationale de lutte des États-Unis contre la contrebande de produits de braconnage et continue à donner un aperçu des sujets de préoccupation concernant cette contrebande en Afrique.
- L'AWF, avec le soutien de la Fondation Arcus et le Partenariat pour la survie des grands singes, a réuni, en avril dernier, les autorités des zones protégées, les directeurs de parc et d'autres grands défenseurs des grands singes du Cameroun, du Sénégal et de la République démocratique du Congo en vue de coordonner les efforts de protection des grands singes.
- Lors du Congrès mondial des parcs, un événement décennal qui a eu lieu en novembre, l'AWF s'est jointe à plusieurs autres ONG de conservation pour réclamer l'interdiction de l'exploitation minière sur les sites du patrimoine mondial.

### Art rupestre de Kondoa Irandi Rock, en Tanzanie

Même si l'AWF n'est pas directement impliquée dans la protection de l'art rupestre unique situé dans les Kolo Hills, nous mettons en œuvre plusieurs projets visant à protéger les forêts où se trouvent ces sites culturels du patrimoine mondial. L'AWF, qui a réalisé l'aménagement du territoire avec des villages de la région, soutient environ 72 gardes forestiers de ces villages, qui patrouillent dans les forêts de Kolo Hills, dans le district de Kondoa, et dispense des formations sur un certain nombre de projets de subsistance durables dirigés par des femmes (voir « Les femmes prennent les choses en main », en page 20).

### Réserve faunique du Dja, au Cameroun

Dja est un site du patrimoine mondial à risque, susceptible de figurer sur la liste des sites en péril. L'AWF travaille à l'intérieur et dans les environs de la réserve du Dja, avec divers partenaires, pour que cela ne se produise pas. Nous avons apporté de nouvelles technologies pour améliorer les stratégies anti-braconnage et la surveillance écologique, en formant des éco-gardes à l'utilisation de CyberTracker et en reliant ce dernier au logiciel SMART (outil de surveillance spatiale et de rapports) pour améliorer l'application des lois et le suivi des populations de grands singes et d'éléphants de forêt (voir « Au cœur de la forêt », en page 4).

### Parc national des montagnes du Simien, en Éthiopie

L'AWF a établi un partenariat avec l'Autorité éthiopienne pour la conservation de la faune afin d'améliorer la gestion de ce site du patrimoine mondial en péril. En plus de travailler à améliorer les installations touristiques du parc (voir « Bâtir le tourisme à partir de zéro » en pages 16 et 17) et d'autres programmes de sensibilisation communautaire, l'AWF a reçu une subvention du Centre du patrimoine mondial pour développer une stratégie de réduction du pâturage, ce qui permettra de répondre à l'une des plus grandes menaces du parc.

# Les gouvernements doivent en faire davantage

de Benjamin W. Mkapa

Les ressources naturelles biologiques et autres jouent un rôle crucial en Afrique. Elles sont importantes pour la subsistance locale, assurant nourriture, logement et emploi aux populations rurales et urbaines. Elles comprennent les matières premières qui soutiennent le développement industriel et servent de moteur à la croissance économique. (Imaginez le safari africain et l'industrie du tourisme de la faune de l'Afrique sans sa faune !) Écologiquement, les ressources naturelles sont les blocs de construction de la biodiversité et contribuent à atténuer le changement climatique de multiples façons.

En l'absence de priorisation de la faune et de conservation des autres ressources naturelles, cependant, le moment viendra où ces ressources disparaîtront. En Afrique, la subsistance de plus de 70 % de la population dépend des ressources naturelles. Les gouvernements africains doivent prendre des mesures radicales pour protéger nos ressources naturelles, et bientôt.

## Intégration dans les politiques

La plupart des gouvernements africains ont commencé à relever des défis en matière de conservation des minéraux, de l'eau, de la faune et de la biodiversité. Mais, trop souvent, la conservation de la biodiversité est restée un sujet distinct des autres décisions politiques. Les dirigeants du continent doivent reconnaître l'utilité mondiale de la biodiversité, la protéger et l'intégrer aux politiques



De plus en plus, les gouvernements se penchent sur les questions de conservation, par exemple lorsque l'administration du président kenyan Uhuru Kenyatta a brûlé 15 tonnes d'ivoire de stocks du Kenya le 3 Mars, 2015. Les gouvernements doivent, cependant, intégrer la conservation de la biodiversité dans les politiques et les cadres de décision à travers de multiples facettes de gouvernement.

et aux cadres décisionnels, dans de multiples facettes du gouvernement.

Il est tout à fait possible pour un pays de développer l'infrastructure et d'encourager l'industrie sans détruire l'environnement naturel. Avec des politiques industrielle, d'aménagement du territoire et de conservation de l'environnement appropriées, un gouvernement peut assurer l'intégrité de l'habitat naturel en dehors des

zones protégées, tout en tenant compte des intérêts socio-économiques des communautés locales.

Oui, des décisions difficiles sont nécessaires. À une époque où le développement est si critique pour notre peuple, nous devons nous assurer que le taux d'extraction se maintienne dans les limites du développement durable. Nous devons éviter la construction de routes goudronnées à travers les zones protégées, même si cela répondrait à certains besoins. Malgré des contraintes de budgets, nous devons veiller à financer la planification de la conservation de manière adéquate.

La responsabilité de conserver les ressources de base d'un pays incombe clairement à son gouvernement. Prenons l'engagement politique nécessaire pour veiller à la protection durable de nos ressources naturelles. L'avenir de l'Afrique en dépend.



H.E. Benjamin W. Mkapa était le troisième président de la Tanzanie. Il est vice-président du conseil d'administration de l'AWF.

## Notre conseil d'administration

Il ne serait pas possible pour l'AWF de poursuivre et de réaliser de tels succès en matière de conservation sans les conseils, les ressources et le talent du conseil d'administration l'AWF. Nous remercions tous nos administrateurs pour leur contribution à la conservation.

M. David Thomson, *Président*  
S.E. Benjamin W. Mkapa, *Vice-président*  
Mlle Marleen Groen, *Trésorière*  
Dr Myma Belo-Osagie, *Secrétaire*

M. C. Barrows Hall (Barry)  
M. Robin Berkeley, OBE  
M. Payson Coleman  
Mme Lynn Dolnick  
Mme Lisa Firestone  
Dr Helen Gichohi  
M. Larry Green  
Mme Heather Sturt Haaga  
Mme Mona Hamilton  
Mlle Christine F. Hemrick  
M. William E. James  
Mme Adrian M. Jay  
Hon. Kristina M. Johnson, Ph.D.  
Dr Stephen Juelsgaard  
M. Rahim A. Khan  
M. Robert E. King  
Mlle Denise Koopmans  
Mlle Krista Krieger  
Mme Shana Laursen  
M. Christopher Lee  
Mlle Victoria Leslie  
S.E. Festus G. Mogae  
S.E. Razan K. Al Mubarak

M. Stuart Scott  
Mlle Aggie Skirball  
Mlle Veronica Varekova  
M. Warren Walker  
M. Charles R. Wall  
Mlle Maria Wilhelm  
Dr Patrick Bergin

### Administrateurs émérites

M. Dennis Keller, *Président*  
M. E.U. Curtis Bohlen  
Mlle Joan Donner  
Mlle Leila S. Green  
M. John H. Heminway  
M. George C. Hixon  
S.E. Ketumile Masire  
M. Henry P. McIntosh  
Mlle Sally Pingree  
M. Stuart T. Saunders Jr.

### Administrateurs honoraires

M. David H. Koch

\* Reffète les administrateurs qui ont contribué au cours de l'année financière 2014 ainsi que ceux qui contribuent au moment de la production du rapport.

## Conseil de l'AWF

Nommés par le personnel et les administrateurs de l'AWF, les membres du Conseil de l'AWF sont parmi nos partisans les plus engagés. Ces personnes amplifient notre message de conservation, font connaître l'AWF à leurs réseaux et sont essentiels pour nous permettre de poursuivre notre travail de conservation dans l'avenir.

M. Glen et Mme Bobbie Ceiley  
M. Alan Chung et Mme Buffy Redsecker  
Mme Michelle Clayton  
Mme Jane Horvitz  
M. Ganesh Ramani

Dr Sandra Pitts Seidenfeld  
Mme Mari Sinton-Martinez et M. Paul Martinez  
M. David et Mme Carolyn Tett

## NOUS VOUS REMERCIONS DE VOTRE SOUTIEN !

Nous remercions nos nombreux et généreux sympathisants pour leur engagement en faveur de la faune et des terres sauvages de l'Afrique.

### L'équipe de gestion de l'AWF

Patrick J. Bergin, Ph.D.  
*Directeur Général*

Jeff Chrisfield  
*Directeur des Opérations*

Charly Facheux  
*Directeur des Projets de conservation*

Kathleen Fitzgerald  
*Directrice de la Stratégie de conservation*

Tyrene Haralson  
*Directrice financière et administrative*

Craig R. Sholley  
*Directeur Philanthropie et Marketing*

Daudi Sumba  
*Directeur de la Conception des programmes et des Relations gouvernementales*

### Gestion de projet et éditorial

John Butler  
*Directeur du Marketing et des Adhésions*

Mayu Mishina  
*Directrice principale Communication et Marketing*

Kathleen Garrigan  
*Responsable de la Communication et des Relations avec les médias*

### Autres contributeurs

Rosemary Black  
Yao Bongoma  
Sarah Chiles  
Donald Kaberuka  
Benjamin Mkapa

### Conception graphique

Grant Wheeler  
*Graphiste*

### Production

Amy Barriale  
*Responsable des Adhésions et de la Production*

Mike Rooney  
Karen Ross  
Edwin Tambara  
Pietro Toigo

L'équipe de production annuelle du rapport de l'AWF transmet ses sincères remerciements à tous ceux qui ont aidé à produire ce rapport annuel. Un remerciement spécial à Felix Otieno pour son aide.

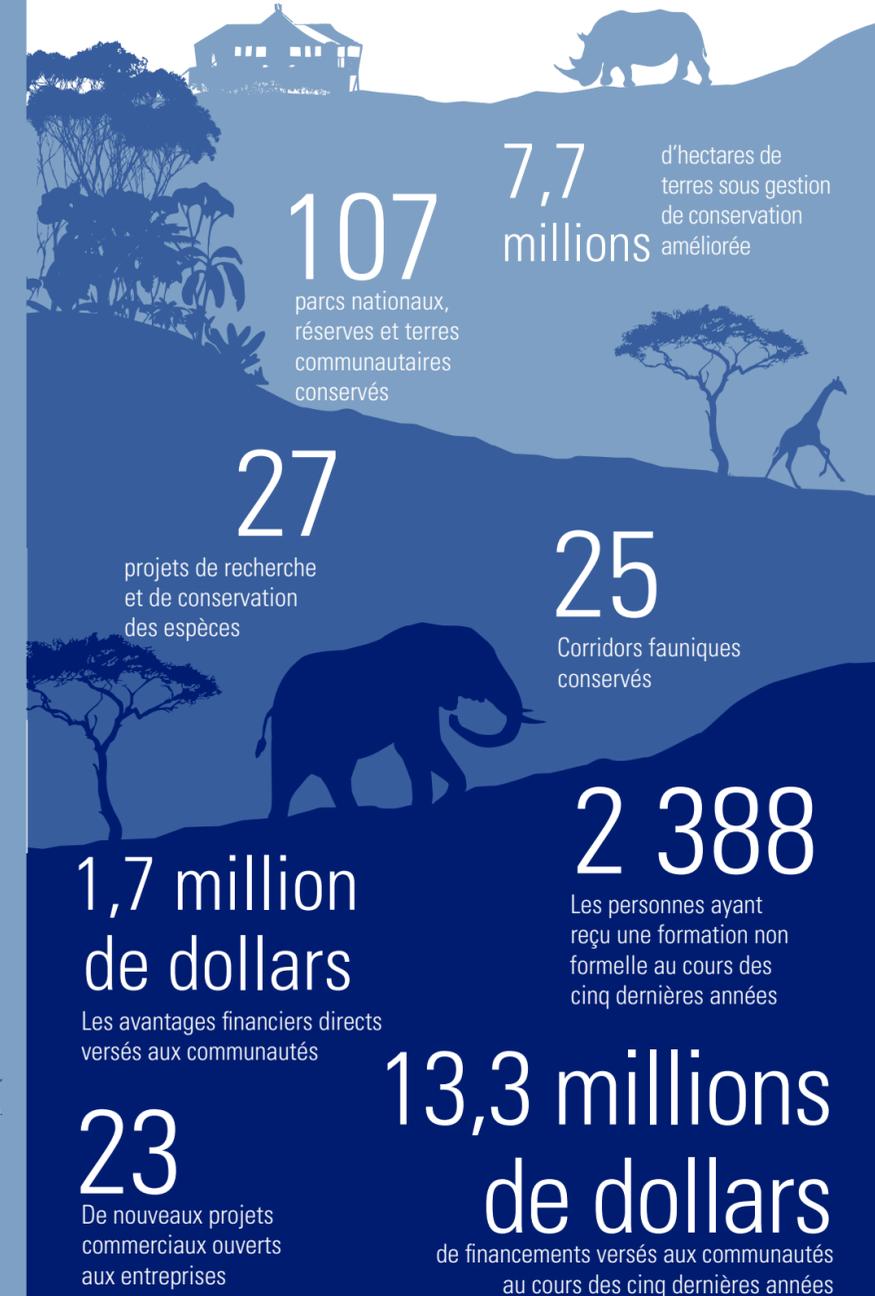
© 2015, African Wildlife Foundation

L'African Wildlife Foundation est une société à but non lucratif, exonérée d'impôt aux États-Unis selon le statut 501(c)(3). Le numéro d'identification fiscale de l'AWF est 52-0781390. Toutes les contributions à la Fondation sont déductibles du revenu imposable dans la mesure autorisée par la loi.

**Crédits photo :** Page 1 : Éléphants, George Steinmetz / georgesteinmetz.com. Page 2 : Patrick Bergin, Craig R. Sholley ; Donald Kaberuka, Banque africaine de développement (BAD); Paysage de rivière, Collection Governors Camp. Page 3 : Éléphant, Billy Dodson. Page 4 : Roger Tabue, AWF ; Rhinocéros, Paul Runze / PCRIimages.com. Page 6 : Chimpanzé, Sean Brogan. Page 8 : La Cité Interdite, Craig R. Sholley ; Li Bingbing, WildAid ; Jackie Chan, photographie Vern Evans pour WildAid. Page 9 : Forêt, Scott Berendt. Page 10 : Lions, Paul Runze / PCRIimages.com. Page 12 : Fleur, Godlisten Matliya. Page 13 : Monts Imatong, Chris Dickens. Page 14 : Homme d'Ilima, MASS Design Group. Page 16 : Bale Mountain Lodge, Dale Morris. Page 17 : Guide de randonnée, Shiferaw Asrat. Page 18 : Gorille de montagne, Billy Dodson ; Femme, Mohamed Hashim. Page 20 : Femmes de Kondo, Mayu Mishina. Page 21 : Le Nil, Fiachra Kearney. Page 22 : Salle de classe d'école à Ilima, Antoine Tabou ; Bâtiment extérieur de l'école, Yao Bongoma. Page 24 : Travailleurs en groupe, MASS Design Group ; Bonobo, Martin Harvey ; Enseignants et enfants, Yao Bongoma. Page 25 : Groupe CMTP, Peter Chira. Page 26 : Cobe de Lechwe, Rich Adams / vividnotion.com. Page 28 : Brûlage d'ivoire, Peter Chira ; H.E. Benjamin Mkapa, David Glen Walker / Picture Farm. Page 37 : Éléphant, Billy Dodson.

# VOTRE IMPACT, PAR LA FORCE DU NOMBRE

Ensemble, nous avons été capables d'avoir un impact positif significatif sur la faune et les terres sauvages du continent africain. Voici ce que votre généreux soutien et partenariat ont accompli au cours de la dernière année financière :



# Responsabilité fiscale

L'AWF utilise vos dons de manière responsable et efficace, en privilégiant le plus possible les programmes sur le terrain. Il en résulte une image de responsabilité fiscale.

## Le ratio des dépenses totales du programme

Pour chaque dollar reçu en don, près de 90 cents sont destinés à des activités de conservation sur le terrain.

Dépense totale d'exploitation  
24 187 009 US\$

### Dépenses des programmes

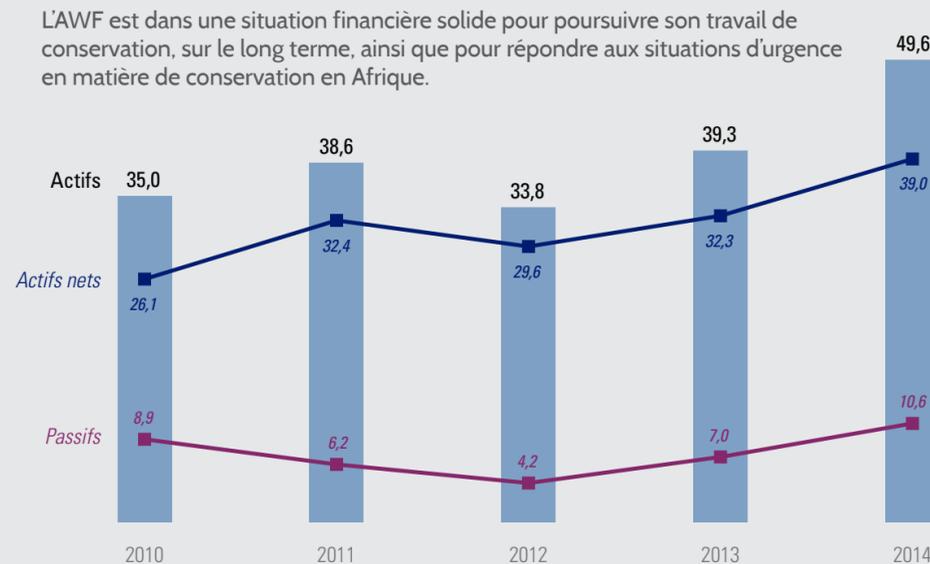


### Soutien aux services



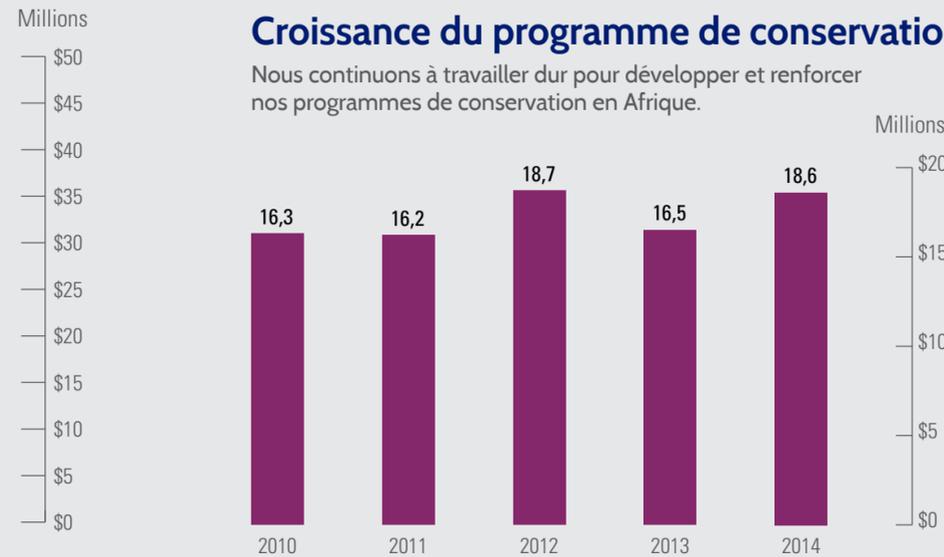
## Amélioration de la situation financière

L'AWF est dans une situation financière solide pour poursuivre son travail de conservation, sur le long terme, ainsi que pour répondre aux situations d'urgence en matière de conservation en Afrique.



## Croissance du programme de conservation

Nous continuons à travailler dur pour développer et renforcer nos programmes de conservation en Afrique.



## Total des revenus d'exploitation

Grâce à votre générosité, les revenus annuels ont augmenté de près de 29 % cette année — ce qui signifie un plus grand impact sur le terrain pour la faune et les terres sauvages de l'Afrique.



Remarque : toutes les données portent sur l'exercice clos au 30 juin 2014.

# Soyez architecte du changement

L'Afrique est en train de changer rapidement, mais vous pouvez aider à faire en sorte que cette évolution soit positive tant pour les habitants que pour la faune de l'Afrique. Il y a plusieurs façons d'apporter votre soutien :

## FAITES UN DON PRINCIER

Montrez votre engagement en faveur de la faune et des habitants de l'Afrique en faisant un don princier, l'un des plus généreux investissements que vous puissiez faire. En tant que membre de nos cercles de donateurs, vous recevrez un certain nombre d'avantages, y compris un abonnement gratuit au magazine *Travel Africa*, la possibilité de participer à un safari organisé par l'AWF et plus encore. [awf.org/leadershipgifts](http://awf.org/leadershipgifts)

## FAITES UN DON EN LIGNE

Ayez un impact immédiat en faisant un don en ligne. C'est un moyen rapide, simple et sécurisé de faire la différence. [awf.org/donate](http://awf.org/donate)

*Doublez votre impact !* Pour les collaborateurs américains, vérifiez si votre entreprise dispose d'un programme de dons jumelés avant de faire votre don. Vous pouvez facilement doubler, voire tripler, votre soutien. **N° Workplace Giving/CFC (États-Unis) : 11219**

## FAITES UN LEGS

Laisser un héritage durable en protégeant la faune africaine pour les générations futures. [awf.org/legacy](http://awf.org/legacy)

## DONS DE TITRES VALORISÉS

Songez à utiliser vos actifs — des actions et obligations aux fonds communs de placement — pour protéger la faune de l'Afrique et les terres sauvages. En fonction de votre lieu de résidence, vous pouvez même bénéficier d'une déduction fiscale de bienfaisance à leur pleine valeur marchande et ne pas payer d'impôt sur les plus-values. L'AWF accepte aussi les donations de biens. [awf.org/stock](http://awf.org/stock)

## CONTACTEZ-NOUS POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES DIFFÉRENTES FAÇONS DE SOUTENIR LA CONSERVATION AFRICAINE

African Wildlife Foundation  
Office of Philanthropy  
(Bureau de la philanthropie)  
1400 Sixteenth Street NW  
Suite 120  
Washington, DC 20036, États-Unis  
Tel: +1 202 939 3333  
Numéro gratuit : +1 888 494 5354

African Wildlife Foundation  
Centre de conservation  
Ngong Road, Karen  
P.O. Box 310, 00502  
NAIROBI, KENYA  
Tel: +254 0711 063 000

Email : [africanwildlife@awf.org](mailto:africanwildlife@awf.org)

## Restez connecté



Votre don contribue à assurer un avenir meilleur pour la faune et les terres sauvages de l'Afrique. Merci.

